



RECUEIL DE TEXTES SUR LA RÉPRESSION DES « ANTIFAS DE BUDAPEST »



OUVERTURE DE LA PROCÉDURE D'EXTRADITION POUR L'ANTIFASCISTE MAJA

Suite à plusieurs interventions antifascistes pendant le « Jour de l'honneur », en février 2023, une vague répressive de grande envergure est en cour, au niveau international, contre les milieux antifascistes ; elle se caractérise par d'innombrables descentes de police, mesures de surveillance, avis publics de recherche et mandats d'arrêt, exécutés ou pas encore. En décembre de l'année dernière, notre camarade **Maja** a été arrêté·e et depuis un mois il/elle se trouve en détention provisoire.

La Hongrie a présenté une demande d'extradition pour **Maja**, comme elle l'a déjà fait pour le camarade italien **Gabri**. Dans les prochaines semaines, la Cour d'appel de Berlin décidera si **Maja** sera extradé·e vers la Hongrie. Vers un pays qui est connu à travers toute l'Union Européenne pour son ambiance socio-politique fascisante. Vers un pays dont le système judiciaire est notoirement corrompu et lié au monde politique. Vers un pays où **Maja** risque jusqu'à 24 ans de prison – loin de chez elle/lui et dans des conditions catastrophiques.

Ilaria, une italienne détenue en Hongrie pour la même affaire, a récemment raconté, dans une lettre de 18 pages écrites de sa propre main, les conditions qu'elle doit supporter quotidiennement, depuis presque un an. Ses mots sont un témoignage actuel et impressionnant du fait que la Hongrie transgresse les normes européennes dans les prisons et qu'une extradition vers ce pays n'est pas acceptable, même dans une perspective libérale et humaniste !

Ce qui nous inquiète n'est pas seulement l'idée qu'un·e camarade pourrait passer du temps en détention préventive dans des conditions encore plus dégueulasses qu'en Allemagne, mais aussi qu'en Hongrie la préventive peut être prolongée presque sans limites.

Un procès en Hongrie aurait lui aussi des conséquences majeures pour **Maja**. Le procès des personnes qui sont déjà détenues en Hongrie, à la fin janvier, montrera quelles sont les chances de la défense auprès des tribunaux partiels et corrompus de **Budapest**. Le traitement réservé aux prisonnier·es politiques par les matons et les autorités est facile à imaginer, compte tenu du climat politique local.

Nous attendons une décision sur l'extradition dans les prochaines semaines. Elle donnera également des indications pour ce qui concerne les autres 13 personnes que les autorités cherchent encore. Au cas où l'Allemagne décidera d'extrader **Maja** vers la Hongrie, elle trahira non seulement les « valeurs européennes », normalement considérées si importantes, mais elle expulsera aussi un·e frère/sœur, un·e ami·e, un·e fils/fille et un·e jeune antifasciste vers un pays lointain de l'environnement qui lea soutient.

C'est la raison pour laquelle nous exigeons que **Maja** et **Gabri** ne soient pas extradé·es et appelons à **protester contre la menace d'extradition** et **en solidarité avec les antifascistes** poursuivi·es et emprisonné·es dans l'affaire de Budapest.

*Note d'Attaque : la répression et les tentatives de briser la solidarité par rapport à cette affaire (et à celle, liée, appelée **Antifa Ost**) continuent aussi en Allemagne. Le 10 janvier 2024, juste après un parloir avec Maja, deux de ses proches ont vu leur domicile perquisitionné par la police judiciaire (LKA) du Land de Saxe. Pendant sept heures (de 20 heures à 3 heures du matin), « chaque page a été feuilletée, chaque pierre a été retournée ».*

CHRONOLOGIE DES FAITS

Une chronologie de ce qui s'est (supposément) passé depuis le 9 février 2023. Ces informations sont tirées de sources en libre accès, en partie des médias hongrois ou de publications de droite. Ces informations, notamment celles au sujet des prétendues agressions et de leur déroulement, doivent donc être prises avec précaution.

9 février 2023	<p>Selon ses déclarations, Tamás Lipták, membre de la Légió Hungária, a été victime d'une tentative d'agression, près de la gare Nyugati, à Budapest.</p> <p>Affrontements avec trois membres de Ruch Narodowy (un parti polonais d'extrême droite), sur la place Fővám, à Budapest.</p> <p>La police hongroise constitue une équipe spéciale pour identifier les auteurs de l'attaque.</p>
10 février	<p>Affrontements avec une personne, sur la place Gazdagréti, à Budapest.</p> <p>Affrontements avec deux personnes, à Budapest. L'un des agressés est Laszlo Dudog, une des figures les plus connues du « rock de droite » hongrois et un important représentant du mouvement Blood and Honour en Hongrie.</p> <p>En lien avec ces faits, Kristina D. est arrêtée par la police hongroise. Elle est l'une des plus proches collaboratrices d'Andras Jambor [<i>député au parlement hongrois, pour les Verts</i>]; les seuls indices sont une veste, une écharpe et un post sur Facebook.</p> <p>« Fête de bienvenue » de <i>Blood and Honour</i> pour le « Jour de l'honneur ». Y jouent les groupes Ewiger Sturm (CH) et Hundriver (HU).</p>
11 février	<p>Deux allemands qui revenaient d'un concert nazi sont attaqués, à Budapest. Selon les médias, l'un des agressés est membre du parti Neue Stärke, d'Erfurt. Il a donné lui-même un entretien sur cet incident à Lasse Richei, de Braunschweig, youtubeur nazi et membre d'un groupe néonazi.</p> <p>Dans le cadre des commémorations du nazisme, des représentants de la presse sont menacés et deux personnes sont blessées.</p> <p>La marche Ausbruch60, en souvenir des nazis allemands et hongrois [<i>qui ont défendu la ville face à l'Armée rouge et ont tenté une percée (Ausbruch, en allemand) le 11 février 1945</i>], part de la place Kapisztran, dans le centre de Budapest.</p> <p>À Budapest, six personnes sont interpellées par la police ; des mandats d'arrêt seront émis contre trois d'entre elles. Les personnes arrêtées sont accusées de « violence contre une communauté » et/ou de « constitution d'une association de malfaiteurs ».</p> <p>Le soir, grand concert à Székesfehérvár, pas loin de Budapest. Il est organisé, entre autres, par Blood and Honour Hongrie. Les groupes qui jouent sont : Álarcband, Brigade Totenkopf, Hobbit, Vervád et Kitörös</p> <p>Agression de personnes de gauche, place Széll Kámán, à Budapest, de la part de membres présumés de Betyársereg (une confrérie d'extrême</p>

	droite). Deux des agresseurs sont interpellés puis relâchés.
12 février	Trois des antifascistes arrêté·es la veille sont libéré·es dans l'après-midi.
13 février	Le quotidien allemand <i>Bild</i> rend compte pour la première fois des évènements.
14 février	Une personne arrêtée auparavant est libérée, car les accusations à son encontre n'ont pas été retenues.
15 février	La police hongroise publie des photos des personnes recherchées, ainsi que les noms complets de deux autres inculpé·es. A Berlin, il y a deux perquisitions domiciliaires, en lien avec les faits de Budapest.
16 février	Le « bureau central sur l'extrémisme » du Land de Saxe, dépendant du parquet général de Dresde, ouvre une enquête contre sept personnes, accusées de coups et blessures dangereuses.
23 février	Les autorités hongroises publient la photo et le nom complet d'une autre personne mise en cause.
24 février	Kristina D. est libérée de sa détention préventive, par manque de preuves. Elle a coopéré avec les autorités, en leur donnant des renseignements sur son emploi du temps et sur son travail au sein de son parti [<i>les Verts hongrois</i>].
7 mars	De la réponse des autorités du Land de Saxe à une interrogation de l'AfD [<i>parti d'extrême droite allemand</i>], il ressort que le parquet général du Land de Saxe est « en contact avec les autorités judiciaires hongroises » depuis le 7 mars. Selon des informations du quotidien <i>Neues Deutschland</i> , même des actes de la procédure judiciaire Antifa Ost ont été transmis à ces dernières.
15 mars	Avec une opération de grande envergure, qui dure toute la journée, plusieurs perquisitions domiciliaires ont lieu à Léna et à Leipzig. En plus des perquisitions chez les inculpé·es, à partir de 16 heures environ a lieu également la perquisition de presque tout un immeuble de la Eichendorffstraße, à Leipzig, car la police pense qu'un inculpé recherché puisse s'y trouver. Plusieurs portes sont enfoncées par les forces spéciales.
31 mars	La police hongroise lance un avis public de recherche contre trois autres inculpé·es et publie leurs photos et leurs noms. Des mandats d'arrêts hongrois sont émis contre ces trois personnes.
2 juin	Devant l'ambassade hongroise à Berlin, il y a un rassemblement en solidarité avec les antifas incarcéré·es et ceux/celles recherchés·es.
5 juin	Le quotidien <i>Bild</i> lance, dans toute l'Allemagne, une chasse à l'homme contre sept personnes recherchées, avec leurs noms et leurs visages, en lançant ainsi, par la petite porte, un avis de recherche public, au service de la police.

7 juin	A Berlin, la police essaye d'obtenir des confidences sur ce qui s'est passé, en contactant des camarades.
14 juin	Audience de confirmation de la détention pour les deux antifascistes toujours détenu·es à Budapest. La détention préventive est confirmée pour les deux. La date de la prochaine audience de confirmation est le 14 août 2023.
Début juillet	A Budapest, des membres de Betyársereg se rendent dans des bars et des brasseries fréquentés par des gens de gauche, pour « faire acte de présence » et intimider les personnes présentes.
6 juillet	Une autre perquisition domiciliaire à Berlin. Une personne doit se rendre au poste de police en tant que témoin, elle pourra ressortir rapidement.
14 août	La détention préventive des deux antifas emprisonné·es à Budapest est prolongée encore une fois. La date de la prochaine audience de confirmation est le 14 novembre 2023.
23 août	Dans la Eichendorffstraße, à Leipzig, des personnes attentives découvrent une caméra cachée. La caméra filme l'entrée de l'immeuble d'habitation déjà perquisitionné en mars.
25 septembre	<p>La police fédérale (BKA), en collaboration avec la police du Land de Saxe (LKA) et le parquet général fédéral, lance un avis de recherche au niveau de toute l'Allemagne, contre un camarade qui est déjà inculpé dans la procédure Antifa Ost. Le camarade est recherché avec sa photo et son nom affichés dans des gares, sur d'énormes écrans publicitaires, dans tous les grands journaux allemands et parfois même dans des notifications push envoyées sur des téléphones portables. Personne ne veut répondre à la petite question d'un député du parlement de Saxe, qui demande combien a coûté cette recherche du camarade. Plusieurs néonazis bien connus participent eux aussi à cette chasse à l'homme et offrent leur propre prime sur la tête du camarade, en plus des 10 000 euros [<i>promis par la police et la justice</i>].</p> <p>L'avis de recherche a été précédé par une campagne médiatique coordonnée entre WDR et NDR [<i>chaînes audiovisuelles publiques qui diffusent dans les Länder septentrionaux et occidentaux</i>], qui, la veille, ont annoncé que « 20 extrémistes de gauche » sont passé·es en clandestinité.</p>
31 octobre	<p>Plusieurs journaux, en Allemagne et en Hongrie, diffusent l'information que les autorités hongroises « ont sollicité un mandat d'arrêt international à l'encontre de 14 autres personnes, dont dix allemand·es, supposément impliqué·es dans ces faits ».</p> <p>Le parquet général de Budapest inculpe Tobi, Ilaria [<i>les deux camarades qui sont en préventive depuis le 11 février</i>] et une autre personne, actuellement non détenue en Hongrie, mais qui a été libérée sous contrôle judiciaire.</p>
2 novembre	La police hongroise publie les noms et les photos de cinq nouvelles personnes. Elle les cherche aussi par le biais d'un avis public de recherche.

3 novembre	Le journal <i>Bild</i> publie une nouvelle fois les visages et les noms complets de douze personnes. Parmi elles, il y a aussi quatre jeunes camarades qui n'avaient pas été recherché·es publiquement avant. Les photos avaient déjà été publiées par la police hongroise et diffusées entre autre par un compte X d'extrême droite. D'autres médias aussi, comme Focus ou T-Online, diffusent en ligne les photos des nouvelles personnes recherchées.
21 novembre	Gabriele est arrêté à Milan par les <i>Carabinieri</i> . Depuis, il se trouve aux arrestations domiciliaires et attend l'audience d'extradition. Son arrestation fait suite à un mandat d'arrêt européen émis par l'Hongrie. Le camarade est accusé d'avoir participé aux affrontements avec les fascistes dans les jours aux alentours du « Jour de l'honneur » de février 2023, à Budapest. En plus de différentes accusations pour coups et blessures, ou de leur préparation, les autorités hongroises reprochent aux participant·es aussi l'appartenance à une « organisation » ou une « association de malfaiteurs ».
11 décembre	<p>La deuxième audience, au cours de laquelle il devait être décidé de l'extradition de Gabri vers l'Hongrie, est reportée elle aussi. Le juge a décidé de poser des questions au gouvernement hongrois sur les conditions de détention et d'exiger de celui-ci des garanties quant au déroulement du procès et à l'indépendance de la justice. Prochaine audience : le 16 janvier 2024.</p> <p>A Berlin, Maja, visiblement recherché·e par les autorités, a été arrêté·e par une unité d'intervention de la police, qui le/la jette à travers une porte vitrée.</p>
12 décembre	Maja a été présenté·e à un juge d'instruction du tribunal de Dresde. Le mandat d'arrêt allemand a été mis en exécution lors de l'audience de validation de l'arrestation et depuis Maja se trouve en détention préventive dans la prison de Hammerweg, à Dresde.
janvier 2024	Une demande d'extradition de Maja a été déposée par la Hongrie.
29 janvier	Ouverture du procès, pour trois des « antifas de Budapest » sont présent·es.

HONGRIE, ALLEMAGNE ET ITALIE : SUR L'AFFAIRE DES « ANTIFAS DE BUDAPEST »



UNE NOUVELLE ARRESTATION ET LA MENACE D'EXTRADITION.

Lundi 11 décembre 2023, **Maja**, qui était visiblement recherché-e par les autorités, a été arrêté-e à **Berlin** par une unité d'intervention de la police. Cela a eu lieu dans le cadre des enquêtes sur différents affrontements contre des néonazis, pendant la période du « Jour de l'honneur » de 2023, à **Budapest**. Lors de son interpellation, **Maja** a été jeté-e par les agents de police à travers une porte vitrée, ce qui lui a causé plusieurs coupures et écorchures. Juste après l'arrestation, il y a eu plusieurs perquisitions domiciliaires chez des proches à elle/lui, à Léna.

Un mandat d'arrêt national allemand et aussi un mandat d'arrêt européen, produit par l'Hongrie, avaient été émis contre **Maja**. Le lendemain, **Maja** a été présenté-e à un juge d'instruction du tribunal de **Dresde**. Le mandat d'arrêt allemand a été mis en exécution lors de l'audience de validation de l'arrestation et depuis **Maja** se trouve en détention préventive. Dans les semaines à venir, le tribunal décidera si le procès contre **Maja** aura lieu en Allemagne ou s'il y aura une extradition en faveur des autorités judiciaires hongroises. Une extradition vers la Hongrie fasciste mènerait non seulement à des peines de prison à deux chiffres et à des conditions de détention inhumaines, mais aussi à une incarcération loin de chez lui/elle, ce qui compliquerait son accompagnement solidaire lors du procès et de la détention.

Le même jour, à **Milan**, l'audience pour l'extradition de **Gabriele** [*interpellé le 21 novembre par les Carabinieri, suite à un mandat d'arrêt européen émis par un juge hongrois*] a été reporté une nouvelle fois. Le juge a décidé de poser des questions au gouvernement hongrois sur les conditions de détention et d'exiger de celui-ci des garanties quant au déroulement du procès et à l'indépendance de la justice. La prochaine audition à ce sujet aura lieu le 16 janvier.

Dans les prochaines semaines, il sera important de sensibiliser l'opinion publique, ici en Allemagne aussi, sur les conséquences d'une extradition vers la Hongrie et de faire sentir à **Gabriele** et à **Maja** qu'ils/elle ne sont pas seul-es et que notre solidarité ne s'arrête pas devant les murs des prisons.

Liberté pour Maja, Gabriele, Tobi et Ilaria !

5 DÉCEMBRE 2023 : JOURNÉE DE MOBILISATION CONTRE L'EXTRADITION.

Dans la nuit du 20 au 21 novembre à **Milan**, notre camarade **Gabriele** a été visé par un mandat d'arrêt européen pour les événements survenus à **Budapest** en février 2023. Des milliers de néonazis s'étaient rassemblés dans la capitale hongroise pour commémorer le « jour de l'honneur » et certains d'entre eux avaient été attaqués.

Ilaria et **Tobias** sont en détention à **Budapest** depuis février, accusés d'avoir participé à ces actions, et **Gabriele** est actuellement assigné à résidence à **Milan** en attendant l'audience, fixée le 5 décembre, qui se prononcera sur son extradition en Hongrie.

Certain-es camarades allemand-es visé-es par d'autres mandats d'arrêt européens pour les mêmes faits sont en fuite depuis plusieurs mois.

Face à cette répression massive à l'encontre des camarades antifascistes qui dure depuis 10 mois, nous répondons par la solidarité! Qu'ils soient « innocent-e-s » ou « coupables », nous serons toujours à leurs côtés!

NON À L'EXTRADITION!

LIBERTÉ POUR GABRIELE!

LIBERTÉ POUR ILARIA ET TOBIAS!

LIBERTÉ POUR TOUS, LIBERTÉ POUR TOUTES

SOLIDARITÉ AVEC TOUS LES FUGITIFS!

PENSÉES D'UN·E RECHERCHÉ·E



Salut, cher·es camarades,

*Malheureusement, je ne peux pas dire grand-chose sur moi, sauf que je suis antifasciste et que je fais l'objet d'un **avis public de recherche**. Après des longues réflexions et discussions, j'ai décidé de trouver, au moins par ces mots, une façon de faire face à peu près publiquement à ce mandat d'arrestation, qui a été vain jusqu'à aujourd'hui, heureusement. J'ai ainsi la possibilité de faire quelque chose contre mon impuissance et de raconter un peu ce qu'est **la vie intérieure d'un·e antifasciste recherché·e**. Je voudrais aussi saisir cette occasion pour dire ce qui m'a aidé à affronter la répression et pour faire appel à vous tou·tes.*

*Quand j'ai été informé·e de l'avis public de recherche, je savais quoi faire. **Aller voir mes camarades**. Au moment précis du choc, j'avais des personnes qui étaient à mes côtés. Avec qui je pouvais parler de mes sentiments, avec qui, surtout, j'ai pu discuter de ce que pourraient être mes prochains pas et de comment faire par la suite. Ces camarades sont à mes côtés aujourd'hui encore et elles/ils sont souvent le pourquoi, malgré la répression, **je ne me suis pas encore retiré·e dans une vie rangée**. Non seulement parce qu'ils/elles me soutiennent, mais avant tout parce qu'elles/ils discutent avec moi de comment on peut poursuivre politiquement et parce qu'elles/ils n'arrêtent jamais de mener leur lutte politique, malgré toutes les attaques contre notre mouvement.*

Ce dernier point, **la poursuite de la lutte contre l'État et le Capital**, est ce qui m'a le plus aidé à tenir le coup. Dans les premières semaines après avoir appris de l'avis public de recherche, je suis devenu·e dépressif·ve, j'ai eu des insomnies, je ne suis plus allé·e au travail. Mais j'ai pu poursuivre mon travail politique. Parce que j'ai des camarades qui, bien que je sois recherché·e, ont rendu pleinement possible mon activité politique et le font encore aujourd'hui, comme si cela allait de soi.

C'est la solidarité qui a fait échouer la répression. Mais le fait de pouvoir continuer à agir n'est pas quelque chose qu'on puisse sous-estimer : quand le mouvement antifasciste arrête de lutter et ne tire aucune leçon offensive de la répression, c'est que la répression a atteint son objectif ; cela voudrait donc dire que, si un jour j'étais découvert·e, j'irais au tribunal sans soutien, sans que tout cela n'ait eu aucun sens.

Je pense que ce ne sont pas les petites organisations clandestines le plus discrètes possibles, qui nous protègent de la répression, mais au contraire qu'un mouvement aussi grand, vivant, diversifié et fort que possible est la protection la plus efficace contre la répression. Un tel mouvement est la raison pour laquelle je lutte et aussi le seul chemin valable, à mes yeux. Je ne veux pas dire que des organisations clandestines et de confiance ne soient pas également nécessaires, dans la situation actuelle et dans le futur, pour tenir le terrain de la lutte aussi dans les phases de faiblesse des mouvements révolutionnaires ou potentiellement révolutionnaires.

Je pense que **nous ne devons jamais arrêter nos actions** – surtout celles offensives – contre l'État, le capital et le fascisme. Si nous remarquons qu'une forme d'action ne marche plus parce qu'elle attire trop de répression, alors nous devons changer de forme d'action, mais sans baisser le niveau de l'attaque ni remettre en question la légitimité de l'action offensive en tant que telle.

La réponse politique à la répression est difficile, mais nécessaire. Dans la plupart des cas, la répression touche des individus, elle est douloureuse, elle isole si on ne la combat pas et si on n'a personne avec qui la combattre. La réponse politique à la répression, qu'il s'agisse de procès affrontés en tant que procès politiques, de manifestations de solidarité ou d'actions offensives, est le seul chemin qui, à long terme, rend la personne touchée et le mouvement dans son ensemble capables de continuer à lutter.

Pour finir, je voudrais souhaiter la liberté et beaucoup de chance à tou·tes les prisonnier·es et à ceux/celles qui se cachent, dont je me sens encore plus proche, depuis que je suis recherché·e. Feu et flammes pour la répression ! Liberté pour tou·tes les prisonnier·es, politiques et sociaux·les.

ALLEMAGNE : SOLIDARITÉ AVEC TOUT·ES LES ANTIFASCISTES INCARCÉRÉ·ES, RECHERCHÉ·ES, EN CAVALE ET FRAPPÉ·ES PAR LA RÉPRESSION

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Depuis 2019, le **procureur général fédéral** [*compétent en matière de terrorisme*] a ouvert une information judiciaire en vertu de l'**article 129a** du code pénal (association terroriste), contre un·e prévenu·e de **Francfort-sur-le-Main**. L'enquête porte sur une attaque à **Leipzig** contre la succursale de la *Cour Fédérale (Bundesgerichtshofs, BGH)*, dans la nuit de la Saint Silvestre, le 1er janvier 2019. Les résultats de l'enquête se font attendre.

Les dépositions du traître **Johannes Domhöver** ont mené, en juin 2022, à plusieurs perquisitions domiciliaires et à l'élargissement du cercle des inculpé·es dans cette procédure à une personne de **Berlin**. Les déclarations de **Domhöver** ont également chargé l'inculpé·e berlinois·e aussi dans l'affaire **Antifa Ost**, qui se fonde aussi sur l'article 129 du code pénal (association de malfaiteurs/terroriste).

Nous nous sommes retrouvé·es en tant que **comité de solidarité**, pour soutenir la personne de Berlin inculpée dans la procédure pour association terroriste et accompagner politiquement la procédure à l'avenir. Nous partageons cette tâche avec les comités de soutien des autres inculpé·es, de Francfort et de Leipzig dans la procédure pour association terroriste. Nous les saluons chaleureusement, eux/elles et les inculpé·es !

NOUS NE SOMMES PAS SEUL·ES, MALHEUREUSEMENT.

En mai de cette année, quatre antifascistes ont déjà été condamné·es à plusieurs années de prison dans le première procès **Antifa Ost**, au tribunal régional supérieur de Dresde ; des condamnations qui ont fait l'objet d'un appel. **Pour la première fois, les autorités judiciaires ont utilisé avec succès l'article 129 du code pénal comme instrument juridique contre le mouvement antifasciste**, car jusqu'ici les procédures contre des antifascistes fondées sur l'article 129 ont toujours été vaines. Les condamnations dans le procès **Antifa Ost** marquent un tournant. Il faut s'attendre à ce que, dans les prochaines années, l'État essaye de mettre en cause davantage d'antifascistes en vertu de l'article 129 du code pénal, association de malfaiteurs, et qu'il s'en prenne systématiquement à l'engagement antifasciste.

En sont un exemple **les arrestations de plusieurs antifascistes par la police hongroise, à Budapest, en février 2023**, à charge desquel·les les autorités judiciaires allemandes ont elles aussi ouvert une nouvelle enquête. Les interpellations ont eu lieu aux alentours du 11 février, lors du dénommé « jour de l'honneur ». Depuis, deux camarades, de Berlin et de Milan, sont en détention préventive à Budapest et il/elle risquent des longues peines de prison. D'autres camarades font l'objet d'un mandat d'arrêt en Hongrie et en Allemagne et la justice enquête sur d'autres camarades encore*. Entre-temps, les enquêtes de la police hongroise sont terminées.

Dans ce contexte, depuis février 2023, des nombreuses perquisitions domiciliaires ont eu lieu chez les inculpé-es et chez leurs proches. Les enquêtes menées par les autorités allemandes visent des jeunes à qui l'on reproche de faire partie d'un réseau qui aurait mené des actions militantes contre des nazis. Selon les enquêteurs, en ce moment ces camarades sont introuvables. **Une partie de la presse mène une campagne de dénigrement et fantasme sur un « danger venant de la clandestinité »**. En suivant les directives des LKA, du BKA et des VS**, la presse bourgeoise parle d'une cellule clandestine qui est en train de se radicaliser. Il nous semble évident que cela sert de justification pour leurs propres méthodes d'enquête. Enfin, **ils ont lancé un avis de recherche publique à l'encontre d'un antifasciste, entre autre par le moyen de gros panneaux publicitaires**, ce qui constitue une nouvelle dimension dans la répression contre le mouvement antifasciste.

Mais personne ne mentionne le fait que tou·tes les camarades qui sont sous enquête dans cette procédure **risquent une extradition vers l'Hongrie**. Et c'est là-bas qui auront lieu les détentions préventive, le procès et, dans le pire des cas, des peines de plusieurs années de prison.

Cependant, les autorités du Land de Saxe, avec le Soko LinX***, ne sont pas les seules à s'engager dans des mesures répressives de grande ampleur contre les antifascistes.

Deux camarades de Stuttgart purgent en ce moment des peines de plusieurs années de prison.

L'un·e des inculpé·e, désormais condamné·e, dans le procès pour la nuit d'émeutes de Stuttgart a décidé, selon sa propre déclaration, de se mettre au vert et de se soustraire à l'exécution de sa peine.

À Nuremberg, le 11 octobre, il y a eu des perquisitions domiciliaires chez six antifascistes. Les flics enquêtent en vertu de l'**article 129**, à cause de tags qui « exaltent le mouvement antifasciste ».

On ne peut pas ignorer que l'antifascisme est criminalisé peu importe la forme qu'il prend. À cela il faut opposer un engagement antifasciste et une solidarité conséquents. Nous envoyons de la force et des salutations résistantes à tou·tes les antifascistes incarcéré·es, recherché·es, en cavale et frappé·es par la répression. Que ce soit lors des perquisitions, en cavale, en exil ou derrière les barreaux, vous n'êtes pas seul·es !

Comité de soutien de l'inculpé·e berlinois·e dans la procédure pour association de malfaiteurs/association terroriste.

Contact : soligruppe-berlin [AT] riseup.net

Notes d'Attaque : **Antifa Ost** est une affaire répressive par laquelle la justice du Land de Saxe (dans l'est du pays) accuse quatre antifas d'une série d'agressions contre des nazis, entre 2018 et 2020. Le procès en première instance s'est soldé en mai 2023 avec des peines allant de deux ans et demi à cinq ans et trois mois de prison.

** Le 21 novembre 2023, la police a arrêté un camarade italien, à Milan, suite à un mandat d'arrêt européen délivré par la justice hongroise, dans cette même procédure.*

*** Respectivement les Landeskriminalämter (les services de police judiciaire de chaque Land), le Bundeskriminalamt (la police judiciaire fédérale) et les Verfassungsschutz (les différents services de renseignement, fédéral et de chaque Land).*

**** Service du LKA de Saxe, créé en 2019 et chargé des enquêtes sur ce que politiciens, flics et journalistes appellent le « milieu extrémiste de gauche ».*

ALLEMAGNE : ANTIFASCISME, PRISON ET ILLÉGALITÉ – UNE TENTATIVE DE CLASSIFICATION



Depuis fin septembre, un camarade, accusé de participation à une **association de malfaiteurs** et d'attaques contre des nazis, est recherché par le biais d'avis publics. Cet avis public de recherche, lancé par la police judiciaire fédérale (*Bundeskriminalamt*, BKA) et la police judiciaire (*Landeskriminalamt*, LKA) du Land de Saxe, a été largement relayé dans les médias.

Dans des articles de presse publiés peu de temps auparavant, il était question de **20 personnes issues de la « mouvance d'ultragauche » en cavale** ; des parallèles ont été établis avec la RAF et on parlait d'une cellule agissant dans la clandestinité. Tout cela s'inscrit dans le cadre de l'enquête contre une prétendue association de malfaiteurs, l'affaire **Antifa Ost**.

En plus d'avoir publié plusieurs photos et informations personnelles sur le camarade, les forces de l'ordre ont promis une **récompense de 10 000€** pour toute information, comme une prime sur sa tête. Ce n'est pas surprenant que cette chasse à l'homme, soutenue par les médias bourgeois, ait été accueillie avec gratitude aussi par les nazis et relayée dans le milieu de droite.

Cette recherche publique de grande envergure, son accompagnement médiatique et la presque complète absence de critique publique sont l'expression de l'ambiance sociale actuelle. Cela se situe sur la toile de fond d'un **renforcement de la droite** et d'un **climat social toujours plus autoritaire**, dans le sillage duquel un parti ouvertement fasciste développe de plus en plus d'ambitions concrètes d'accession au gouvernement.

Ce n'est pas un secret que, en raison des actuelles poursuites, différents camarades ont décidé d'éluder la répression et d'entrer dans la clandestinité. La raison de ce texte est de reconnaître ce fait et de lancer un débat à ce sujet au sein du mouvement de gauche.

Nous avons remarqué que **pour de nombreuses personnes, la condition de clandestinité est très éloignée de leur réalité de vie et de leur pratique politique** et que, par conséquent, dans le

mouvement dans son ensemble, dans ses structures et ses cercles, aucune prise de conscience n'a encore pu émerger à ce sujet.

Nous écrivons ce texte en tant que personnes qui ont un lien plus ou moins direct avec la vie dans l'illégalité. Nous sommes conscient·es que des telles discussions doivent avoir comme condition préalable le fait d'être lancées et réclamées de manière ciblée. Ce texte doit donc être un premier coup d'envoi pour discuter de la répression actuelle, des peines de prison et de la possibilité de la clandestinité.

AVIS PUBLIC DE RECHERCHE – UNE NOUVELLE DIMENSION ET POURTANT SEULEMENT LA POINTE DE L'ICEBERG.

La méthode de l'avis public de recherche n'est pas complètement nouvelle, en ce qui concerne la gauche. Dans le cadre des attaques contre des fascistes, dans la période de la « journée de l'honneur » [le 11 février 2023], à Budapest, il y a déjà eu plusieurs avis de recherche non officiels, depuis février, par lesquels le journal *Bild*, entre autres, a diffusé des noms, ainsi que les images des avis de recherche qui avaient été publiés auparavant par la police hongroise. Des images du camarade actuellement recherché circulent dans les médias de droite depuis des années, après qu'elles aient été passées par le *Soko LinX** à la revue fasciste *Compact*.

Cependant, ce dernier avis de recherche, publié dans presque tous les grands journaux et sur pas mal de panneaux publicitaires, a une ampleur et une diffusion qui n'ont plus été vus, pour la gauche, depuis leur utilisation contre les groupes combattants des années 70, 80 et 90. L'effort déployé est comparable à la recherche, il y a environ deux ans, de Marsalek, le manager de *Wirecard* impliqué dans des scandales liés aux services secrets, qui a volé des milliards d'euros. Cela montre que cet effort est inhabituel, non seulement par rapport à d'autres affaires concernant la gauche, mais aussi plus généralement. De manière partiellement similaire, à l'heure actuelle le BKA recherche 20 personnes en tout.

L'objectif de tout cet effort est, en plus de la recherche effective du camarade, aussi la diffamation publique de l'antifascisme. Les comparaisons avec la RAF et l'affirmation sans cesse répétée que dans les « cercles de la sécurité » on ne peut plus exclure qu'il puisse un jour y avoir des morts [c.-à-d. que des antifascistes pourraient commettre des meurtres] dessinent un scénario de menace qui devrait conduire à la désolidarisation et à l'isolement des camarades en cavale.

Dans ce but, le LKA de Saxe et le BKA essayent de délégitimer publiquement les actions qui sont reprochées aux camarades en clandestinité, via l'avis public de recherche, et ils appellent publiquement à dénoncer un camarade antifasciste. Il faut attiser dans la population la peur d'une gauche prétendument dangereuse, qui commet des délits graves et pourrait bien se radicaliser davantage. Le fait que les interventions qui leur sont reprochées n'aient pas touché des personnes au hasard, mais que ce soient des fascistes qui ont été attaqués, semble jouer un rôle négligeable ou bien est parfois activement nié.

L'avis public de recherche est pour l'instant l'expression la plus claire de la répression contre le mouvement antifasciste et plus largement de gauche, mais il est loin d'être le seul. En particulier, dans le cas du procès **Antifa Ost** et des enquêtes sur les attaques contre des fascistes à Budapest, on voit toujours plus souvent des tentatives d'intimidation qui visent non seulement les inculpé·es, mais aussi leurs entourages solidaires et leurs familles. Le LKA du Land de Saxe et son *Soko LinX* se font remarquer, depuis des années, pour une régularité dans les perquisitions domiciliaires qui est unique en Allemagne, souvent avec des motivations cousues de fil blanc et menées de la manière la plus

brutale et humiliante possible. De plus, des nouveaux cas de surveillance s'ajoutent constamment, avec des **caméras cachées** et la menace constante d'autres inculpations en vertu de l'article 129.

Mais cette répression accrue ne se montre pas seulement à Leipzig. On la voit de plus en plus clairement, partout en Allemagne, avec des formes différentes et diverses priorités locales. Il y a quelques années, les peines de prison étaient encore rares, mais, dans plusieurs cas, **nous sommes toujours plus souvent confronté·es à la possibilité de condamnations à des peines de prison ferme et à des séjours effectifs en taule.**

Ces dernières années, rien que dans le sud de l'Allemagne, il y a eu **six condamnations à des peines de prison**, pour des militant·es de gauche. De même, ces derniers temps la répression contre des structures de gauche augmente de plus en plus. Le premier gros coup, même selon les critères d'une justice de classe bourgeoise assez bancal, a été **l'interdiction en 2017 du site internet *Indymedia Linksunten***, en tant qu'association. Ensuite, plusieurs autres procédures pour association de malfaiteurs ont suivi, une accusation, celle-ci, qui est désormais utilisée sans cesse, alors que **par le passé elle touchait surtout les organisations révolutionnaires turques et kurdes.**

En plus du procès **Antifa Ost**, où les premiers jugements sont déjà tombés, des procédures en vertu des articles 129 [*association de malfaiteurs*] ou 129a [*association à caractère terroriste*] sont en cours contre des personnes de Francfort, de Leipzig et de Berlin. Une procédure de ce type, contre le groupe **Roter Aufbau**, a été classée récemment après trois années d'enquête. Des perquisitions ont eu lieu contre **Radio Dreyeckland** [*une radio associative de Fribourg-en-Brisgau*], parce qu'elle est soupçonnée d'être le porte-parole de l'association dissoute *Indymedia Linksunten*. La nouvelle procédure pour association de malfaiteurs contre des personnes de Nuremberg, qui sont accusées de « glorification du mouvement antifa » (à cause de tags solidaires) s'inscrit aussi dans ce contexte.

En outre, **l'expression autodéterminée dans la rue est de plus en plus restreinte ou empêchée par la force**, comme cela a été montré à l'occasion du *Tag X***, à Leipzig, ou des protestations contre le Salon de l'automobile de Munich. D'innombrables procédures pour des petites affaires bloquent les capacités et les ressources, et épuisent les personnes visées.

À LA RECHERCHE DES TRACES : D'OÙ VIENT LA RÉPRESSION ?

Il y a actuellement différentes explications bien connues à **l'intensification de la répression**. Entre autres, dans le procès **Antifa Ost**, des **déclaration de désolidarisation** ont été faites par des cercles (prétendument) de gauche. Une fois encore, on a jacassé à propos d'un nouveau degré de violence qui ferait monter le niveau de la répression.

C'est vrai : plus l'antifascisme agit de manière conséquente et plus des fascistes et d'autres personnes d'extrême droite sont atteints de manière durable, d'autant plus l'État poursuit les responsables présumé·es. Ce qui est vrai aussi, c'est que : celui/celle qui agit contre les nazis d'une manière qui n'est pas seulement ponctuelle ou spontanée, mais organisée et cachée pendant une longue période, se place en opposition vis-à-vis de l'État bourgeois – il/elle met concrètement en question **le monopole étatique de la violence** – et est donc combattu par ce dernier.

Mais cela ne suffit pas pour expliquer le durcissement de la répression, à différents niveaux. Nous devons plutôt regarder les conditions sociales dans lesquelles la répression produit actuellement ses effets. Depuis quelques années, on peut observer en Allemagne un **développement de la droite**, qui exprime moins un essor des groupes traditionnels de l'extrême droite qu'un ancrage en profondeur dans les partis bourgeois. Certes, c'est l'**AfD** qui **attise ouvertement la haine contre les migrant·es** et ce sont souvent des criminels de droite ou des nazis classiques qui attaquent les centres

d'hébergement pour migrant·es et qui font que dans certaines zones les personnes qui ne correspondent pas à leur vision du monde ont peur.

Mais ce sont **les partis bourgeois**, de la CDU [*parti de centre-droite*] jusqu'aux Verts, qui **durcissent les lois sur l'asile**. C'est la coalition de gouvernement [*formée par trois partis de centre-gauche : libéraux (FDP), social-démocrates (SPD) et Verts (Grünen)*] qui, dans leur projet de bilan pour 2024, veulent supprimer jusqu'à 30 % des dépenses sociales. C'est la ministre de l'Intérieur Nancy Fraeser, de la SPD, qui met en pratique les slogans électoraux de l'AfD, quand elle veut appliquer des mesures de **détention collective aux migrant·es** et expulser des « membres de clans criminels » qui, individuellement, n'ont pas fait l'objet d'accusations concrètes. Il y a quelques années encore, c'étaient les partis et les organisations fascistes qui s'empressaient de s'aligner sur les programmes politiques des partis bourgeois. Désormais, ce qui se passe est plutôt l'inverse : **les partis bourgeois essaient de s'aligner sur les positions et les revendications de la droite** et se laissent pousser par cette dernière.

La répression développe parfois ses propres dynamiques, qui s'opposent à tout ce qui est considéré comme de gauche, dans un contexte donné. En conséquence **ce ne sont pas seulement le mouvement antifasciste, le mouvement pour le climat, les révolutionnaires, qui sont visés ; mais aussi des mouvements d'orientation parlementaires et réformistes comme « La dernière génération »**. L'augmentation des interdictions et des procédures répressives ne suit pas une évolution uniforme. En même temps, une partie des autorités poursuit toujours une stratégie de pacification, qui a pour but d'intégrer les mouvements de résistance et de les priver ainsi de leur force.

Le virage à droite des partis bourgeois n'est pourtant pas seulement un replis opportuniste et électoraliste face à l'AfD, même si des telles considérations y jouent certainement un rôle. **L'extension des coupes budgétaires dans les dépenses sociales, le ressentiment contre les migrant·es ou la militarisation de plus en plus ouverte de l'Allemagne, sont une réponse aux crises capitalistes et à la croissante concurrence impérialiste.**

AGGRAVATION DES CONTRADICTIONS ET RÉPONSE DE DROITE.

Le mode de production capitaliste aggrave toujours plus la crise climatique ; il y a les premiers signes d'une récession économique en Allemagne, qui s'exprime par des prévisions de baisse de la croissance et des atteintes au système des retraites et de la sécurité sociale. On peut prévoir que, dans le cadre de la reconversion vers des « énergies vertes », comme la voiture électrique – qui, bien entendu, ne constitue pas un moyen efficace pour affronter la crise climatique – des dizaines de milliers de postes de travail seront supprimés.

Au niveau global, **les contradictions entre les différents blocs de pouvoir s'aggravent** davantage, en ce qui concerne l'accès aux matières premières et aux sphères d'influence politique, et elles se manifestent au grand jour sous la forme de guerres. Les capitalistes sont obligés, dans un cadre de concurrence internationale, d'augmenter sans cesse leurs profits. Celui qui perd sombre. En conséquence, **l'exploitation de la classe ouvrière s'intensifie davantage**. Ces trois dernières années, aussi à la suite de la pandémie, le nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême a grandi de façon brutale et les salaires réels ont continué de baisser, alors que, de l'autre côté, des nombreuses entreprises ont annoncé des bénéfices record.

Par l'exploitation des pays économiquement plus faibles, il est aujourd'hui possible de permettre une relative aisance à une partie de la classe ouvrière et de pacifier les luttes de classe dans les pays politiquement, économiquement et militairement plus forts, comme l'Allemagne. Mais il semble

qu'actuellement le capitalisme soit de plus en plus en train de perdre cette possibilité. Les conséquences sont le militarisme et une intensification de la concurrence vers l'extérieur, pour imposer ses propres intérêts à d'autres pays et blocs de puissances.

À l'intérieur, cela se manifeste par l'austérité et une répression croissante, ainsi que par **une lutte contre-insurrectionnelle préventive qui se manifeste par de nouvelles lois sur la police, son armement et un durcissement général des lois**. Tout cela s'inscrit dans un rapport d'interdépendance avec le virage à droite de la société, les campagnes d'opinion racistes et les tendances autoritaires – d'un côté ils en constituent le fondement, d'autre part ce virage à droite est encore renforcé par ces choix politiques. Dans le même temps, on se prépare déjà à contrer d'éventuelles perspectives de gauche, ou révolutionnaires, au sujet de l'exploitation et de l'oppression.

Alors qu'une partie de la gauche réformiste n'a même pas la prétention de changer cette situation, la gauche anticapitaliste n'est pas non plus en mesure, en ce moment, d'y apporter des réponses progressistes. Là où on essaye, et où la prétention au pouvoir d'État n'est pas acceptée, nous sommes socialement isolé·es, voire insignifiant·es.

Souvent, à côté de la pratique militante, il manque une organisation qui puisse aller au-delà de la lutte contre l'adversaire politique et qui puisse développer ses propres perspectives.

La vérité est aussi que la répression ne touche pas seulement les organisations de gauche ou antifascistes, mais ces dernières années l'État s'en est pris aussi aux groupes de droite, du moins ponctuellement. Les récentes interdictions prononcées contre des structures fascistes et terroristes de droite montrent qu'une partie importante de la classe dominante, en Allemagne, n'a pour l'instant aucun intérêt à une prise du pouvoir par le fascisme. **Les réponses de droite et réactionnaires à la crise ne remettent jamais en question le capitalisme, au contraire elles le renforcent.** En revanche, une gauche anticapitaliste et antifasciste reste toujours, malgré son isolement social, un danger pour l'État bourgeois – même si plutôt abstrait, pour l'instant.

ET APRÈS ?

L'absence de grandes luttes de classe et de mouvements sociaux en Allemagne renforce le risque d'isolement, pour les forces progressistes qui remettent en question, aussi en pratique, le monopole étatique de la violence. **Nous pouvons faire face à ce problème seulement avec un travail de construction constant et persévérant, qui repose sur la lucidité et sur la visibilité dans la société, qui agit en fonction des contradictions sociales et des luttes en cours, qui en fait partie et qui montre déjà, à petite échelle, des perspectives progressistes.** Très concrètement, le fait que des perspectives de gauche deviennent populaires permettrait aussi que moins de monde participe à des campagnes de délation, comme l'avis public de recherche déjà mentionné, et ouvrirait la possibilité d'**une base sociale et d'un soutien plus larges**.

En même temps, en raison de la dureté de la répression, il y a aussi une tendance à **isoler les camarades en clandestinité du reste du mouvement**. Pratiquement aucune organisation de gauche, aucun groupe du milieu s'est solidarisé publiquement avec les personnes en cavale, bien que, depuis des mois, les médias bourgeois soient pleins de campagnes de diffamation et de calomnies. La formation d'expériences collectives et la prise de conscience de cette situation est ainsi rendue plus difficile. Cela vaut également dans le cas des prisonnier·es politiques, où garder des liens est moins dangereux, donc plus facile, mais qui peuvent aussi être séparé·es les un·es des autres dans différentes prisons d'Allemagne ou, dès qu'il y a un rapport trop étroit avec des prisonnier·es sociaux·les, être simplement transféré·es.

Le fait que le degré de répression dépasse qualitativement le niveau de nos luttes crée une disproportion dans laquelle la répression s'imposera sans action ni choix conscients. La conscience politique se développe entre autres à partir de nos conditions de vie concrètes et des luttes que nous menons. Les luttes en Allemagne, en grande partie légales, ne préparent pratiquement pas leurs participant·es au contact avec la répression que l'État exerce en ce moment contre les personnes en cavale et leurs milieux supposés. Ce n'est donc pas vraiment surprenant que le mouvement de gauche en Allemagne soit intimidé par l'actuelle répression étatique. Mais cette constatation, à elle seule, ne nous fait pas avancer non plus. **Pour pouvoir résister à la répression actuelle, il faut un choix actif de solidarité avec les personnes en cavale et avec les pratiques pour lesquelles ils/elles sont persécuté·es par l'État, il faut une opposition claire à l'État bourgeois et à sa justice de classe.**

Même si les cas de répression, les procédures pour association de malfaiteurs, les avis publics de recherche et les peines de prison que nous avons cités ne sont pas encore la règle, ils ne constituent pas non plus des cas isolés, mais la pointe qualitative d'une tendance qui risque de s'aggraver dans les prochaines années. **Les avis publics de recherche, des méthodes de surveillance tel que l'utilisation massive de caméras, de micros ou de traceurs GPS, ainsi que la répression contre les milieux auxquels on reproche leur soutien, se poursuivront.**

C'est le cas en particulier quand il y a des peines de prison qui tombent et des personnes choisissent de s'y soustraire. Il est nécessaire de l'admettre et, par conséquent, de créer un espace pour en discuter. Cela implique aussi de reconnaître que la répression – notamment en l'absence d'une approche constructive – suscite de l'angoisse chez les gens et conduit à un repli dans des pratiques tolérées, jusqu'au retrait complet de l'activisme politique.

Des nouveaux durcissements exigent aussi une nouvelle approche, face à une répression qui change. Une possibilité est celle de se soustraire à la répression. **Par la clandestinité, nous pouvons créer une nouvelle capacité d'action et une nouvelle perspective quant aux peines de prison.** Aujourd'hui la clandestinité semble si lointaine aussi parce qu'il y a moins d'expériences et d'exemples contemporains à ce sujet. Pour des nombreuses personnes, l'idée de passer une période donnée en prison est plus tangible.

Avec le temps et les expériences qui se feront, ce point sera relativisé lui aussi, mais ce n'est pas gagné d'avance. Il faut donc aborder de manière plus active l'échange d'expériences et la discussion consciente sur les approches et les perspectives stratégiques, sur les erreurs et les problèmes – tant en ce qui concerne la prison que la clandestinité – afin d'affronter la tendance à l'isolement. Cela implique de prendre conscience de la raison pour laquelle nous luttons vraiment et pour laquelle nous sommes aussi prêt·es à assumer certaines conséquences.

Contre toute adversité, contre la répression et la prison, le soutien et la solidarité avec les personnes en clandestinité existent et nous combattons ensemble pour une perspective – malgré tout.

Liberté et bonheur pour tou·tes les camarades en prison et en cavale !

Commission sur la clandestinité / 20 novembre 2023

Notes d'Attaque: * Service du LKA de Saxe, créé en 2019 et chargé des enquêtes sur ce que politiciens, flics et journalistes appellent le « milieu extrémiste de gauche ». ** « Jour J » – appel pour une grande manifestation solidaire, le premier samedi après que les sentences du procès **Antifa Ost** soient tombées. Elle aurait dû se tenir le 3 juin 2023, mais elle a été interdite et la ville placée sous stricte surveillance policière.

APPEL À SOLIDARITÉ INTERNATIONALE!

LE PROCÈS A DÉBUTÉ CE 29 JANVIER 2024.
TROIS CAMARADES ANTIFA Y SERONT
JUGÉ·ES. TROIS SONT DÉJÀ EN DÉTENTION
ET D'AUTRES EN CAVALE.

POUR SOUTENIR ET RETROUVER TOUTES LES INFOS:

[BUDAPEST-SOLIDARITY.NET](https://budapest-solidarity.net)

[BASC.NEWS](https://basc.news)

**À JAMAIS
ANTIFASCISTES!**

LES TEXTES PRÉSENTÉS SONT DES TRADUCTIONS ISSUES DE
[ATTAQUE.NOBLOGS.ORG](https://attaque.noblogs.org)